Hassan Razvi, M. D., FRCSC

Président de l'AUC

Citer comme suit : Razvi H. L'AUC et la défense des intérêts. *Can Urol Assoc J* 2021;15(12):E622. <http://dx.doi.org/10.5489/cuaj.7713>

L'AUC a pour mandat de promouvoir les plus hautes normes dans les soins urologiques pour les Canadiens et de faire avancer l'art et la science de l'urologie.

L'AUC procède régulièrement à des évaluations des besoins afin de sonder l'opinion de ses membres sur l'incidence des activités courantes et de déterminer comment réorienter ses efforts. En matière de réorientation, les deux plus récents sondages ont indiqué que les membres souhaitent voir l'AUC jouer un rôle plus proactif en matière de défense des intérêts. Voici des exemples précis d'initiatives que l'AUC pourrait envisager, selon les membres :

- Promouvoir le bien-être des médecins
- Participer aux négociations avec les provinces entourant les codes d'honoraires
- Participer à l'approbation de nouvelles technologies
- Faire pression pour l'accès aux médicaments en fonction des lignes directrices nationales
- Favoriser l'accroissement des ressources des hôpitaux
- Créer et appuyer des registres de tumeurs
- Lutter contre les pénuries de médicaments
- Faire pression pour plus de financement pour la recherche révisée par des pairs

Tous ces sujets ont leur importance, mais le Conseil d'administration de l'AUC, en consultation avec plusieurs des comités pertinents, a longuement réfléchi aux avantages et aux inconvénients de sauter dans l'arène (certains diront dans la fosse aux lions) de la défense des intérêts. Plusieurs points doivent être pris en compte. Quel(s) sujet(s) pouvons-nous aborder de façon réaliste et espérer avoir une influence concrète? L'AUC dispose-t-elle des ressources pour s'attaquer à des problèmes dont la résolution pourrait prendre des années? Pour être efficace dans ses activités de défense des intérêts, l'AUC devra interagir avec les gouvernements fédéral et provinciaux avec un niveau de mobilisation jamais vu pour notre organisme. Sommes-nous outillés pour entrer dans de telles relations? La défense des intérêts requiert une forte présence dans les médias; serons-nous ensuite scrutés à la loupe en raison de cette présence? Combien tout cela coûtera-t-il?

Mais même en tenant compte de ces mises en garde, l'AUC semble en excellente posture pour devenir un défenseur énergique. En effet, nous formons un groupe uni, avec une présence nationale et une réputation d'excellence en recherche et en perfectionnement. Le moment est peut-être venu de mettre à profit ces atouts pour tenter d'influencer les décideurs politiques. Soyons toutefois bien clairs, ce n'est pas là une initiative qu'on peut mener « à l'interne ». Pour interagir de façon efficace avec les gouvernements, l'AUC aura besoin de l'assistance de tiers qui traitent régulièrement avec les législateurs et les responsables politiques, afin de favoriser l'établissement de bons contacts et de s'assurer que notre message est clair et efficace. L'examen des activités d'autres regroupements de médecins au Canada qui ont entrepris avec succès des activités de défense des intérêts indique que ce travail requiert l'aide de lobbyistes professionnels.

Il va sans dire que l'AUC fera preuve de diligence raisonnable avant de s'engager dans cette entreprise. Un sous-comité du Conseil d'administration a été chargé d'examiner plus en profondeur les ramifications pour l'organisme d'une activité accrue en matière de défense des intérêts. D'abord et avant tout, le groupe est conscient que le but principal de l'AUC dans cette étape audacieuse est d'améliorer les soins des patients que nous servons. En tant que « voix de l'urologie au Canada », l'ajout de la défense des intérêts au mandat de notre organisme semble non seulement opportun, mais digne de considération si nous voulons être à la hauteur de notre propre slogan.

Il s'agit d'une étape importante que l'AUC étudie, et nous continuerons de vous tenir au courant des délibérations. Je serais également heureux de recevoir les commentaires des membres à ce sujet.